



Arrêt

n° 140 141 du 3 mars 2015
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA VII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 octobre 2012, par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, tendant à la suspension et l'annulation de « *l'ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile Annexe 13 quinquies* », pris le 28 septembre 2012.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après, « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 14 décembre 2012 convoquant les parties à l'audience du 24 janvier 2013.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me. A. HAEGEMAN *loco* Me Pierre LYDAKIS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Mme V. DEMIN, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La partie requérante déclare être arrivée en Belgique le 10 mai 2009.

Le 11 mai 2009, elle a introduit une demande d'asile, laquelle s'est clôturée négativement par un arrêt du Conseil de ceans rendu le 31 janvier 2012.

Le 22 novembre 2010, la partie requérante a envoyé un fax à la partie défenderesse lui indiquant qu'elle avait adressé une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 le 18 novembre 2009.

Le 14 juillet 2011, elle a introduit une nouvelle demande sur pied de l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980.

1.2. Le 19 septembre 2012, la partie défenderesse a pris une décision déclarant ladite demande non-fondée.

1.3. Le 28 septembre 2012, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 13quinquies) à l'encontre de la partie requérante.

Il s'agit de l'acte attaqué, motivé comme suit :

« Une décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire a été rendue par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 03/02/2012.

(1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l'article 2, en effet, l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable.

En exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume dans les 30 (trente) jours. »

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1. La partie requérante prend un moyen unique libellé comme suit : *« Quant au fait que cet ordre de quitter le territoire est illégal et viole manifestement les prescrits d'une motivation adéquate des actes formelles (sic) prises (sic) par les autorités administratives et ce, au regard des articles 1, 2 et 3 et suivants de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et par cet ordre de quitter le territoire l'Office des Etrangers commet manifestement une erreur d'appréciation ».*

2.2. Elle expose qu'elle a introduit le 14 juillet 2011 une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 et qu'à la date de sa requête aucune décision sur le fond n'a été prise à son sujet par l'Office des Etrangers. Elle soutient dès lors que la décision attaquée est illégale en raison du fait qu'aucune décision définitive n'est intervenue quant à la demande susmentionnée.

3. Discussion

3.1. Le Conseil observe que la décision attaquée est motivée, d'une part, par le fait que le Conseil de Contentieux des étrangers a confirmé la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides refusant de reconnaître la qualité de réfugié et d'octroyer le statut de protection subsidiaire à la partie requérante et, d'autre part, par le fait que celle-ci se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, éléments confirmés à la lecture du dossier administratif et non contestés par la partie requérante qui est donc censée y acquiescer. Force est dès lors de constater que la partie défenderesse n'a pas violé les dispositions visées au moyen.

3.2. S'agissant de l'argument selon lequel aucune décision sur le fond ne serait intervenue quant à la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 introduite par la partie requérante le 14 juillet 2011, le Conseil observe que cette affirmation est manifestement erronée, dans la mesure où, à la date de la requête, la partie défenderesse avait déjà pris une décision dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour susmentionnée. En effet, le 19 septembre 2012, la partie défenderesse a pris une décision déclarant cette demande non-fondée.

Il doit toutefois être constaté que, par un arrêt n° 97.930 du 26 février 2013, le Conseil de céans a annulé, sur requête de la partie requérante, cette dernière décision.

Par l'effet de l'arrêt d'annulation précité, la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 de la partie requérante est donc redevenue pendante.

Une nouvelle décision a néanmoins été prise ensuite par la partie défenderesse et le recours diligenté à son encontre par la partie requérante devant le Conseil de céans a fait l'objet d'un arrêt de rejet n°139.656 en date du 26 février 2015.

Dès lors, il apparaît que la partie requérante n'a, à ce stade, à tout le moins plus intérêt au moyen, en tant qu'elle fait grief à la partie défenderesse d'avoir pris l'acte attaqué avant que celle-ci ne se soit prononcée sur sa demande du 14 juillet 2011 d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trois mars deux mille quinze par :

M. G. PINTIAUX,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme S. WOOG,

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. WOOG

G. PINTIAUX